



PUBLIE LE

26 OCT. 2023

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 16 OCTOBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

2 INSTAURATION DE LA CHARTE ECORESPONSABLE AVEC LES ASSOCIATIONS DU TERRITOIRE**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVVOY (représenté par Mme Fatima EL KHILI jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 15), Mme Laura SLIMANI, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 45), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Frédéric MARCHAND (jusqu'à son départ de la séance à 17 h 25), Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILI (représenté par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE jusqu'à son arrivée à 18 h 10), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Christine de CINTRE après son départ de la séance à 18 h 30), Mme Elizabeth LABAYE, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEC, M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Frédéric MARCHAND jusqu'à 17 h 25 et présent en séance à partir de 18 h), M. Christophe DUBOC, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET (représentée par Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY après son départ de la séance à 17 h 50), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY pendant son absence de 17 h 15 à 18 h 16), M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par M. Jean-Michel BEREGOVVOY à partir de 17 h 25), M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 17 h 47), M. Bruno DEVAUX (à partir de 19 h 05), Mme Hayet ZERGUI (à partir de 17 h 48), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Hayet ZERGUI de 17 h 48 jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 30), M. Pierre-Antoine SPRIMONT (à partir de 17 h 47), Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON de 16 h 30 jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), Mme Félicie RENON (à partir de 16 h 30), M. Jean-Pierre TREDET, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : M. Jean DE BEIR (représenté par M. Stéphane MARTOT), M. Kader FEHIM (représenté par M. Mamadou DIALLO), Mme Blandine DI FALCO (représentée par Mme Hortense HECTOR), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Marie DESBORDES (représentée par Mme Caroline DUTARTE), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Marie ATINAULT (représentée par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL), M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par Mme Zohra AMIMI), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée par M. Christophe DUBOC), M. Adrien NAIZET (représenté par M. Thibaut DROUET), Mme Enora CHOPARD (représentée par Mme Françoise LESCONNEC), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (représenté par Mme Laura SLIMANI).

ABSENTS : M. Guillaume CHAROULET, Mme Marie BERRUBE.

VILLE DE ROUEN
CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 16 OCTOBRE 2023
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

2 INSTAURATION DE LA CHARTE ECORESPONSABLE AVEC LES ASSOCIATIONS DU TERRITOIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Rouen est engagée depuis de nombreuses années dans une politique en faveur de la transition écologique. Par l'adoption de son plan de transition et de son plan de sobriété, la Ville de Rouen souhaite accompagner les associations de son territoire vers un fonctionnement écoresponsable.

En effet, les associations ont, comme toute structure, un impact sur notre environnement lié à leurs activités (bruit, consommation d'énergie, pollution, déchets laissés par les spectateurs lors de manifestations, etc.). C'est pourquoi, dans une volonté de les engager durablement à l'adoption de comportements écoresponsables, la Ville de Rouen a co-construit avec un groupe de travail issu des associations de son territoire, une charte des associations rouennaises écoresponsables.

Conçue autour de 7 axes, elle encourage les associations à l'adoption d'éco-gestes par 35 exemples concrets d'actions. Proposée à l'ensemble des associations rouennaises, la charte se décline en trois niveaux d'engagement :

- 1^{er} niveau (débutant) : 15 éco-gestes cochés ;
- 2^{ème} niveau (intermédiaire) : de 16 à 24 éco-gestes cochés ;
- 3^{ème} niveau (expert) : de 25 à 35 éco-gestes cochés.

Elle sera accompagnée d'un livret explicatif qui approfondira les propositions.

La charte sera proposée chaque année aux associations utilisatrices des locaux municipaux ou bénéficiant d'une subvention. Un « rendez-vous asso » (programme de formation des dirigeants associatifs) sera spécifiquement organisé annuellement sur ce thème pour tracer les bilans et perspectives des associations signataires.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir approuver la charte des associations rouennaises écoresponsables et d'autoriser M. le Maire ou l'élu.e délégué.e à signer la charte avec toutes les associations volontaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de M. Manuel LABBE, Adjoint,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen souhaite accompagner les associations de son territoire vers un comportement écoresponsable.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

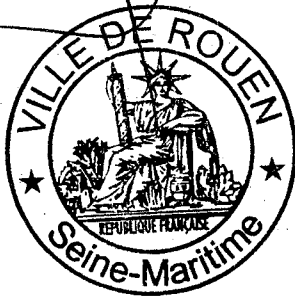
- 1.- adopte la charte des associations rouennaises écoresponsables.
- 2.- autorise M. le Maire ou l'élu.e délégué.e à signer la charte avec toutes les associations volontaires.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative

